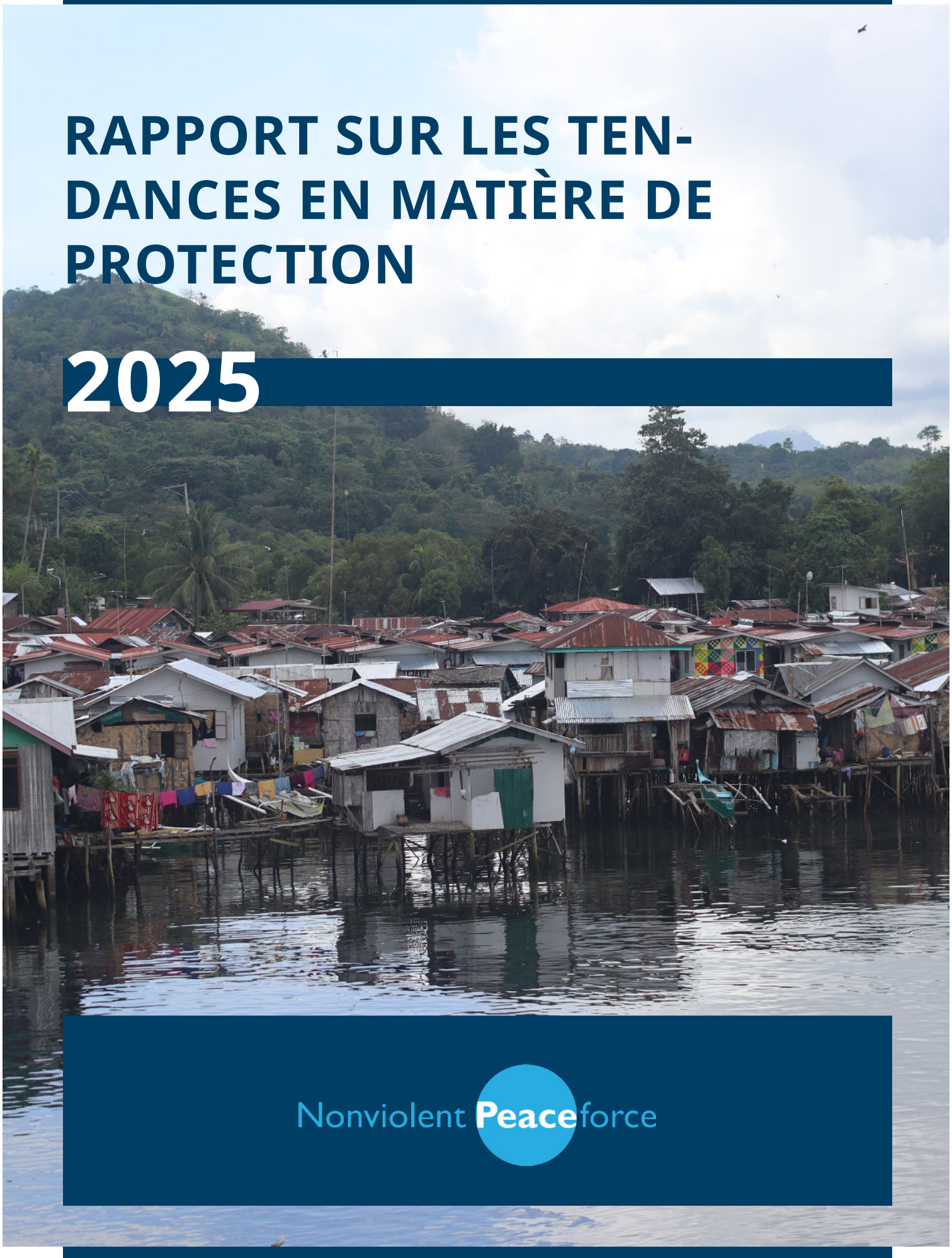
RAPPORT SUR LES TENDANCES EN MATIÈRE DE PROTECTION

2025



Nonviolent Peaceforce

Préface

« Il y a toujours un chemin. » Cette phrase m'est revenue en octobre 2025, lors d'un échange avec un membre de notre personnel qui occupait alors les fonctions d'agent national de protection dans son pays d'origine, l'Irak. Il me faisait part d'une avancée obtenue avec ses collègues après plus de deux années d'efforts soutenus : instaurer un dialogue entre des parties en conflit dans une ville irakienne. Ce progrès avait exigé de la persévérance face à des revers répétés et à des moments de découragement où la situation semblait figée.

Lorsque je l'ai félicité d'avoir tenu bon malgré les obstacles, il a ri et m'a répondu : « C'est notre métier. C'est ce que j'aime dans la protection civile non armée (ou « l'intervention civile de paix » ICP). Il y a toujours un chemin. Quand on se heurte à un mur, l'ICP nous permet d'y percer une porte. » En parlant, il a même mimé le geste – frappant contre un mur invisible, traçant dans l'air le contour d'un encadrement de porte – avec un sourire fier. À cet instant, j'ai ressenti un puissant retour au sens profond de notre mission : même dans les contextes les plus contraints et les plus violents, des chemins vers la sécurité peuvent être créés par une action civile délibérée. Avec de la persévérance, de la confiance, et même avec les outils les plus rudimentaires, il est possible d'ouvrir un espace là où rien ne semblait possible.

En repensant à 2025 et aux réalités documentées dans ce rapport sur les tendances en matière de protection, il est impossible d'ignorer à quel point les chemins vers la sécurité sont devenus étroits, fragiles et disputés. Pourtant, les mots de mon collègue n'édulcorent pas ce moment. Ils nous rappellent plutôt que si le conflit persiste au sein des sociétés humaines, la violence, elle, n'est pas une fatalité – même lorsqu'on la voit s'intensifier à des niveaux sans précédent.

Ce rapport sur les tendances en matière de protection s'appuie sur la présence de Nonviolent Peaceforce (NP) dans les neuf contextes où nous intervenons, pour examiner comment les conflits contemporains redéfinissent les risques auxquels les civils sont exposés et les choix qu'ils sont contraints de faire. Il reflète ce que nos équipes ont observé, documenté et auquel elles ont répondu au cours de l'année écoulée. Ces données proviennent d'un engagement soutenu auprès des communautés confrontées à la violence dans leur quotidien.

En 2025, les civils des zones touchées par les conflits ont été confrontés à une réalité aussi brutale que familière : la violence ne se limite plus aux champs de bataille, et la protection ne peut plus être tenue pour acquise – ni dans les foyers, ni le long des routes de déplacement, ni même dans les lieux censés offrir refuge. Les tendances présentées dans ce rapport révèlent une transformation profonde de la manière dont la guerre est menée et dont le préjudice est infligé. Dans tous les contextes étudiés, le danger n'est plus épisodique mais permanent – marqué par des bombardements prolongés, une surveillance aérienne constante et le risque toujours présent d'une violence soudaine.

Néanmoins, à travers l'ensemble des tendances décrites ci-dessous, un constat s'impose avec la même clarté : les civils ne sont pas des victimes passives. Même sous une contrainte extrême, ils font constamment preuve d'un pouvoir d'action, prenant des décisions calculées, souvent douloureuses, pour réduire les risques lorsqu'aucune option sûre n'existe. Les civils négocient, s'adaptent, mettent leurs ressources en commun et s'appuient sur leur connaissance du terrain pour faire face à des menaces que les systèmes formels de protection sont incapables ou refusent de contenir. Ces stratégies de survie exigent parfois un risque et un sacrifice considérables : des familles se séparent pour augmenter les chances que certains de leurs membres survivent. Des communautés se déplacent de nuit pour échapper à la détection. Ce pouvoir d'action ne doit toutefois pas être confondu avec une résilience abstraite. Ce sont des stratégies de survie forgées dans l'absence de protection fiable. Elles constituent des réponses à un monde où les normes, les mandats et les engagements internationaux peinent trop souvent à se traduire en une sécurité concrète sur le terrain.

Pour NP, les enseignements tirés de 2025 renforcent l'urgence de repenser la manière dont la protection est conçue et mise en œuvre. La protection ne saurait se réduire à une atténuation des dommages après coup, ni être considérée comme la seule responsabilité des détenteurs d'obligations, des acteurs armés ou des instances intergouvernementales. Une protection efficace doit être préventive, portée par les civils eux-mêmes, et ancrée dans la réalité de la manière dont les populations vivent, anticipent et répondent déjà aux dangers. L'alerte précoce, l'accompagnement, les mécanismes de protection communautaire et les stratégies civiles non armées ne sont pas des outils secondaires : ils sont essentiels dans des contextes où la violence est diffuse, imprévisible et profondément ancrée dans les espaces civils.

Ainsi, ce rapport sur les tendances en matière de protection n'a pas vocation à proposer des solutions simples ou universelles. Il vise plutôt à mettre en lumière des schémas qui appellent une réflexion approfondie et une réorientation de l'action. Les tendances documentées ici remettent en question l'idée selon laquelle le déplacement équivaudrait à la sécurité, que l'accès humanitaire serait stable, ou que les défaillances en matière de protection seraient exceptionnelles plutôt que structurelles. Elles mettent également en lumière les conséquences d'un sous-investissement dans les approches centrées sur les civils, et d'une réponse trop tardive, une fois le préjudice déjà causé.

À mesure que les conflits évoluent, nos approches en matière de protection doivent elles aussi évoluer. Cela exige une volonté politique, un investissement durable, et la volonté de privilégier la prévention, le leadership civil et une présence de long terme plutôt que la visibilité à court terme ou les réponses militarisées. Cela exige d'écouter ce que les civils eux-mêmes nous disent sur le risque, la sécurité et la survie.

Nous proposons ce rapport comme une contribution à cet effort. Ancré dans l'expérience des civils et des intervenants de première ligne, il constitue à la fois un témoignage de ce que 2025 a révélé et un appel à repenser ce que doit devenir la protection pour répondre aux réalités des conflits d'aujourd'hui.



Tiffany Easthom
Directeur exécutif

Contents

02 Préface

07 Méthodologie

08 Multiplication des attaques contre les civils et nouvelles dynamiques de la guerre urbaine

09 Augmentation de la violence aveugle perpétrée par les États à l'encontre de civils

10 Déplacements massifs et menaces croissantes pour les IDPs

14 Famine généralisée et la détérioration de l'accès aux produits de première nécessité

16 Climat et conflit violents

18 Violences sexuelles liées aux conflits (VSLC)

20 Discours de haine, désinformation et fausses informations

23 Accès restreint et rétrécissement de l'espace humanitaire

25 Santé mentale, soutien psychosocial et sentiment généralisé d'abandon chez les civils touchés par les conflits

26 Un an après, un an devant



RDC, 2025. ©NP

Méthodologie

Ce rapport s'appuie sur des informations recueillies entre le 1er janvier et le 31 décembre 2025 par les équipes de Nonviolent Peaceforce (NP) déployées au Soudan, au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo, au Myanmar, en Ukraine, en Irak, en Indonésie, aux États-Unis et aux Philippines. Il repose sur un ensemble de sources internes, notamment des alertes relatives à la protection des civils et aux risques d'atrocités, des rapports de situation, des notes d'analyse, des rapports trimestriels ainsi que des comptes rendus d'incidents spécifiques. Les informations ont été systématiquement vérifiées et, dans la mesure du possible, croisées avec plusieurs sources internes, ainsi qu'avec des partenaires locaux de confiance. En tant qu'organisation engagée dans la protection des civils par des moyens non violents, NP fonde cette contribution sur son expérience directe du terrain. Le rapport ne prétend pas dresser un état des lieux exhaustif ni statistiquement représentatif de l'année 2025. Il vise plutôt à mettre en lumière, à travers une analyse qualitative et ancrée dans les réalités locales, la manière dont les civils et les acteurs humanitaires de première ligne subissent au quotidien les violences liées aux conflits, les risques de protection et les restrictions d'accès. Compte tenu de la sensibilité des contextes d'intervention de NP, certains exemples, informations et données importantes ne figurent pas dans cette version publique. NP peut toutefois organiser des briefings confidentiels sur demande.

Multiplication des attaques contre les civils et nouvelles dynamiques de la guerre urbaine

Tout au long de l'année 2025, les rapports de NP confirment deux tendances étroitement liées : les combats de guerre se déroulent de plus en plus dans des zones urbaines et civiles, et la nature des hostilités a évolué de sorte à engendrer des menaces nouvelles et accrues pour les civils. Dans tous les contextes, nous avons assisté à une intensification des combats urbains, marquée par des bombardements prolongés et souvent quotidiens, à une utilisation accrue des drones (qui accentue considérablement l'effacement de la distinction entre zones de combat et zones civiles) et à une forte escalade générale des attaques directes et aveugles contre les civils. L'Ukraine en est l'exemple le plus marquant. Dans les oblasts de Kharkiv, d'Odessa, de Mykolaïv et de Kherson, nous avons constaté une augmentation soutenue de la présence, de l'utilisation et de l'abandon d'armes, de munitions et d'engins explosifs, tels que les mines antipersonnel, les restes explosifs de guerre, les engins lancés et les dispositifs de détonation contrôlée, depuis le début de la guerre – mais atteignant des taux particulièrement inquiétants en 2025.

Au-delà de l'Ukraine, au Soudan, les civils d'El Fasher et de ses environs ont subi des bombardements incessants, de jour comme de nuit, ainsi que des attaques de drones qui ont touché des quartiers densément peuplés, des marchés, des hôpitaux, des mosquées, des universités et des zones humanitaires. Ces bombardements ont laissé de nombreux civils pris au piège, privés de nourriture, d'eau et de soins médicaux. De même, au Soudan du Sud, avec l'introduction des drones, les bombardements aériens et les tirs d'artillerie se sont intensifiés à la suite d'escalades politiques et militaires, notamment dans le Haut-Nil, le Jonglei, l'État d'Unité et l'Équatoria central au cours de la période mars-avril 2025. Cela a provoqué un déplacement immédiat de civils, en particulier vers des sites d'accueil de personnes déplacées internes déjà surpeuplés, en réponse à des menaces réelles ou perçues de frappes aériennes (voir également ci-dessous). Dans tous les contextes, il est devenu évident que, même si la guerre se « modernise », l'utilisation accrue des drones contribue indéniablement à l'augmentation du nombre de victimes, à la destruction d'infrastructures civiles essentielles, aux déplacements massifs de population et à de nouvelles contraintes pesant à la fois sur la présence et l'accès humanitaire.

Augmentation de la violence aveugle perpétrée par les États à l'encontre de civils

NP a constaté une tendance à la violence directe et ciblée contre les civils, perpétrée spécifiquement par des acteurs étatiques, y compris dans des contextes qui ne sont pas traditionnellement qualifiés de « conflit armé ». Les événements survenus aux États-Unis au cours de l'année écoulée en sont un exemple majeur. Depuis janvier 2025, le gouvernement américain a de plus en plus recouru à une gouvernance fondée sur la force – par le biais de mesures policières et de restrictions de l'espace civique – pour contrôler les populations et réprimer la dissidence. Ces mesures n'ont pas été fortuites ni isolées ; elles ont délibérément ciblé des communautés vulnérables spécifiques et causé des préjudices généralisés à la population civile. Partout dans le pays, la militarisation des forces de police, le recours ou la menace de déploiement de la Garde nationale, ainsi que l'application violente des politiques en matière de manifestations et d'immigration se sont intensifiés depuis janvier 2025, ce qui a considérablement réduit l'espace civique permettant la dissidence. Il n'y a pas meilleur exemple de cela que dans le domaine de l'application des lois sur l'immigration où une forte escalade dans l'utilisation de tactiques militaires et de la violence sanctionnée par l'État contre les civils a engendré une peur généralisée, des blessures et des décès, dans les espaces civils et lors de l'utilisation illégale des mécanismes d'expulsion. Plutôt que de s'appuyer sur des procédures légales, ces actions impliquent de plus en plus l'application sélective, voire parfois la suspension, des garanties juridiques destinées à protéger les civils contre les atteintes arbitraires. Dans la région de San Diego – où des équipes du NP sont également à l'œuvre pour soutenir les communautés de migrants, asiatiques, musulmanes, LGBTQIA+ et sans-abri – les raids de type militaire et le recours à la force lors des arrestations ont quadruplé au cours du premier semestre 2025, entraînant un nombre important de victimes civiles.

Cela reflète une tendance plus générale observée dans divers contextes nationaux qui est que les États font preuve d'une propension croissante à la repression de leurs propres populations. Malgré la responsabilité des États en matière de sécurité et de protection des citoyens, l'abandon de cette protection se généralise, constituant une menace croissante pour la sécurité globale des civils. Si la nature des armes utilisées peut varier, le dénominateur commun est le recours délibéré à la violence d'État pour contrôler les populations, punir toute opposition perçue et semer la peur, ce qui entraîne des dommages à grande échelle pour les civils et l'érosion de la protection au quotidien.

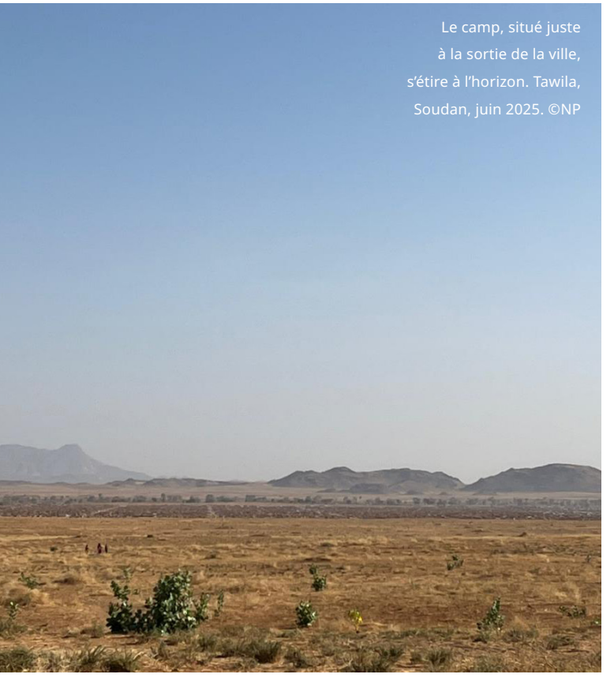


Equipe d'évacuation du consortium STEEL. Droujkivka, Ukraine. Avril 2025. ©Yevheniy Khaustov.

Déplacements massifs de population et menaces croissantes pour les personnes déplacées internes

Nos rapports de 2025 ont également montré qu'il est devenu de plus en plus difficile pour les civils de fuir les situations de conflits armés. Ceux qui parviennent à se déplacer sont confrontés à des conditions de plus en plus désastreuses, dangereuses et indignes, qui créent de nouvelles vulnérabilités face aux risques en matière de protection. Il en ressort que, malgré toute l'ingéniosité et la prévoyance dont peuvent faire preuve les civils, les couloirs de déplacement sont progressivement devenus des lieux extrêmement dangereux. Au Soudan, par exemple, les civils déplacés d'El Fasher et de Zamzam ont adopté des stratégies de déplacement, notamment en fuyant en petits groupes selon des schémas imprévisibles, en formant des groupes exclusivement féminins se déplaçant de nuit, ou en séparant les familles en raison des coûts de transport, des contraintes de mobilité ou des blessures. Cependant, malgré ces mesures d'atténuation, les déplacements sont restés extrêmement dangereux, les routes étant bloquées, bombardées et exposées à des embuscades. Les civils ont également signalé des violences sexuelles généralisées, des extorsions et des détentions arbitraires en cours de route, ainsi que des meurtres aux points de contrôle.

De plus, les itinéraires de déplacement ont été de plus en plus monétisés et sont devenus des lieux de criminalité organisée, où des groupes armés fixent le prix et contrôlent les déplacements des civils. Les témoignages des différents civils que nous soutenons ont révélé que la possibilité de fuir, le moment et les modalités de cette fuite dépendaient souvent de l'accès à de l'argent liquide, à des moyens de transport et à des réseaux sociaux spécifiques, plutôt que de la simple proximité des combats. Par exemple, dans le territoire de Kalehe, au Sud-Kivu, dans l'est de la RDC, des familles ont déclaré ne pas pouvoir se déplacer malgré des risques clairs et imminents de violence, car elles ne disposaient pas de documents d'identité appropriés, d'argent liquide ou de moyens de transport, tandis que d'autres, qui s'étaient préparées à l'avance (en anticipant les formalités administratives nécessaires ou en mettant en commun leurs ressources, par exemple), ont pu partir plus tôt et avec un risque relativement moindre. Au Soudan du Sud, le recrutement par des groupes armés le long du corridor de Maban a compromis ce qui était autrefois une voie d'évacuation clé depuis le Soudan, limitant les possibilités de déplacement et détournant les populations vers des zones déjà surchargées comme le Bahr el Ghazal du Nord. Au Soudan, le coût de l'évacuation a également fortement augmenté, à la fois en raison de la pénurie croissante de carburant et de véhicules, mais aussi parce que les pratiques d'extorsion se sont généralisées. Ceux qui n'étaient pas en mesure de payer étaient contraints de solliciter de l'argent auprès de leurs proches, s'exposant à des intimidations ou à des mauvais traitements s'ils ne parvenaient pas à réunir les fonds nécessaires. Les jeunes hommes étaient visés de manière disproportionnée, car leur capacité supposée à gagner de l'argent ou à mobiliser des ressources les rendait particulièrement vulnérables à l'extorsion financière, à la détention et aux déplacements forcés. En substance, quel que soit le contexte, les civils disposant des ressources les plus limitées étaient les moins à même d'échapper à la violence et les plus susceptibles de fuir ultérieurement dans des conditions plus dangereuses et avec un accès plus restreint à l'aide.



Le camp, situé juste à la sortie de la ville, s'étire à l'horizon. Tawila, Soudan, juin 2025. ©NP

*Parcours illustratif : Fuir la violence dans l'état du Darfour, au Soudan ***

Les déplacements récents effectués par les civils au Darfour témoignent des conditions extrêmement difficiles auxquelles ils sont confrontés pendant leur traversée. Qu'ils partent d'une zone assiégée pour rejoindre un endroit jugé plus sûr, ces trajets commencent généralement à pied, les gens quittant divers quartiers tôt le matin. Les civils traversent les villages environnants pour atteindre une destination intermédiaire en fin de matinée. Pour les personnes sans problème de mobilité, ce trajet dure généralement entre cinq et sept heures. Celles qui ne peuvent pas transporter leurs effets personnels sont souvent contraintes de louer des charrettes tirées par des ânes, pour un coût d'environ 50 000 SDG par chargement (environ 84 USD), ce qui crée une charge financière immédiate dès le début du déplacement.

Depuis l'endroit où ils se trouvent, les civils comptent généralement sur des véhicules commerciaux pour la prochaine étape de leur voyage. Les frais de transport s'élèvent en moyenne à environ 150 000 SDG par personne (environ 250 USD), les itinéraires traversant des zones arides et peu sûres avant d'atteindre le prochain point de transit en milieu d'après-midi. La dernière partie du trajet est souvent jalonnée de nombreux points de contrôle informels. Le passage n'est souvent possible que certains jours, en fonction d'arrangements informels d'« escorte ». À ces points de contrôle, les civils et les chauffeurs doivent mener des négociations répétées et verser des paiements aux acteurs armés. Les frais engagés pour cette seule partie du trajet peuvent atteindre environ 100 000 SDG (environ 167 USD) pour les petits groupes.

Au total, les civils peuvent débourser plus de 200 000 SDG (environ 333 USD) par personne pour ce qui est considéré comme un passage « sûr ». Malgré ce coût considérable, aucune protection n'est garantie. Les conducteurs sont contraints d'évoluer dans un environnement morcelé et imprévisible, où sévissent divers groupes armés – certains vaguement affiliés à des formations plus importantes, d'autres opérant de manière indépendante – qui exploitent régulièrement la vulnérabilité des civils en transit.

** Les noms exacts des lieux ont été supprimés afin de garantir la sécurité des civils en transit.

L'année 2025 a également montré que les déplacements de population sont rarement linéaires. L'est de la RDC illustre parfaitement ces mouvements irréguliers. Lorsque Bukavu, le deuxième plus grand centre urbain de la région Est du pays, est tombé en février 2025, les civils ont fui dans toutes les directions : certains ont traversé la frontière vers le Rwanda et le Burundi, d'autres se sont dirigés vers Uvira, la deuxième plus grande ville du Sud-Kivu, selon le côté de la ligne de front où ils se trouvaient. Au cours des premières semaines de déplacement, les camps au Burundi – en particulier celui de Cishemere, où opèrent les partenaires de NP – ont été considérablement débordés. En avril, alors que la situation s'était temporairement stabilisée, de nombreux civils sont revenus, invoquant les conditions désastreuses dans les camps burundais.

Plus tard, en décembre 2025, la reprise des combats et la prise d'Uvira ont provoqué une deuxième vague de déplacements. Ce phénomène illustre à lui seul la nature cyclique des mouvements dans les contextes de conflit, où les membres des communautés se déplacent dans les deux sens en fonction de l'évolution des lignes de front et où leurs stratégies d'adaptation ne peuvent être considérées comme linéaires et entièrement prévisibles.

De plus, lorsque les civils sont contraints de quitter leur domicile pour se mettre en sécurité, les risques ne s'arrêtent pas au moment du déplacement lui-même. Au-delà des itinéraires de déplacement, les risques persistent – et, dans certains cas, s'intensifient – lorsque les civils s'installent à nouveau, y compris lorsqu'ils atteignent les

camps de déplacés. Dans l'ensemble, nos interactions avec les civils dans les camps de déplacés, tous contextes confondus, ont montré que, que le déplacement soit planifié ou soudain, la réinstallation dans des camps gérés par des institutions et aux ressources limitées peut accroître l'exposition aux dangers, même pour ceux qui disposent de solides stratégies d'adaptation.

Pour de nombreux Irakiens revenant de Syrie, le parcours vers la réintégration est passé par le système des camps de déplacés. Alors que l'accès aux services de base est essentiel à la réinsertion et au retour dans leur communauté d'origine ou dans une nouvelle communauté, de nombreux rapatriés ont fait état d'obstacles importants pour satisfaire ne serait-ce que leurs besoins fondamentaux. Les difficultés les plus complexes concernaient l'accès aux documents d'identité et aux documents juridiques, en particulier dans les cas de mariages et de naissances non enregistrés sous le régime de l'État islamique (EI). L'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux moyens de subsistance était également limité, souvent dispensé de manière irrégulière ou avec difficulté. Au Soudan du Sud, la forte densité des populations déplacées dans les camps de l'État de Unity a entraîné d'importantes manifestations en octobre 2025, accompagnées de panique générale, de blessés et de répressions brutales, ainsi que de nouvelles perturbations des services essentiels. À Tawila, au Soudan, les personnes tentant d'accéder à l'aide au sein des camps ont signalé que les procédures d'enregistrement étaient contrôlées par les chefs de communauté, souvent influencées par l'appartenance ou la loyauté tribales, avec des délais d'attente pouvant aller jusqu'à trois mois. Les groupes minoritaires et les personnes déplacées de Zamzam ont fait état d'une marginalisation particulière, peinant à obtenir reconnaissance ou assistance et étant exposés de manière accrue aux maladies et à la violence. Le degré de vulnérabilité au sein des camps de déplacés était tel que de nombreuses familles nouvellement déplacées ont déclaré éviter délibérément les camps officiels par crainte des maladies, de l'insécurité et de la surpopulation, choisissant plutôt de s'abriter dans des zones ouvertes, même si sans accès à l'aide humanitaire.

Ces risques en matière de protection étaient souvent exacerbés pour les personnes atteintes de handicap et les personnes âgées. En Ukraine, par exemple, les évaluations menées par des organisations non gouvernementales dans des sites d'hébergement collectifs accueillant des personnes déplacées dans des oblasts situés en première ligne, tels que ceux de Kherson, Donetsk et Kharkiv, ont révélé de graves lacunes en matière de structure et d'accessibilité, touchant particulièrement les personnes âgées et les personnes handicapées. De nombreux abris ne disposaient pas de protection contre les explosions, d'installations sanitaires accessibles, de rampes d'accès ou de voies d'évacuation sûres, empêchant ainsi les résidents de se mettre à l'abri lors des alertes aériennes ou des attaques.

Nous avons également constaté à quel point les déplacements ont profondément bouleversé les structures et les dynamiques familiales. Au Soudan et en Ukraine notamment, de nombreuses familles sont restées bloquées sur place ou ont été déplacées à plusieurs reprises parce qu'elles refusaient d'abandonner des proches blessés, âgés ou incapables de se déplacer, même sous les tirs d'artillerie et les bombardements aériens. À El Fasher, en avril 2025, la grande majorité de la population – dont beaucoup avaient déjà été déplacés à plusieurs reprises – est restée sur place en raison de la pauvreté, d'un handicap, de l'âge ou de blessures. Pour ceux qui ont fui, le déplacement a souvent fracturé les familles : les hommes ou les membres en meilleure santé sont partis en premier, tandis que les femmes, les enfants, les personnes âgées et les blessés ont suivi plus tard ou ont été laissés sur place. Malgré le faible nombre d'arrivées à Tawila, nos équipes ont constaté que la taille moyenne des familles était passée de six à deux personnes, ce qui illustre l'ampleur de la fragmentation. Environ 50 % des enfants auraient été séparés ou non accompagnés. Notre équipe a rapporté le récit poignant d'une femme et de son fils arrivés à Tawila avec un enfant qu'ils avaient recueilli en chemin, trouvé parmi les restes de membres de sa famille décédés. Les familles arrivant à Tawila ont également décrit la mort de jeunes enfants due à l'épuisement, à la malnutrition et au manque de soins médicaux, tant pendant le trajet qu'après leur arrivée.

Enfin, quel que soit le contexte, nous avons constaté au cours de l'année écoulée à quel point il est important d'apaiser les tensions entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées qui arrivent. Ce processus est rarement simple. L'Irak en est un exemple flagrant. De nombreuses familles de personnes déplacées retournent dans des communautés où elles sont qualifiées d'« épouses de l'EI » ou font face à d'autres formes de stigmatisation. Ces perceptions sont exacerbées lorsque les besoins de la communauté d'accueil ne sont pas satisfaits et que les ressources sont rares, ce qui rend l'inclusion particulièrement difficile pour les familles associées à des « malfaiteurs » présumés. Bien que de nombreux membres de la communauté reconnaissent que la réconciliation est essentielle pour empêcher la propagation d'idéologies diviseuses et la reprise de la violence, l'acceptation des rapatriés reste limitée. En conséquence, dans des endroits tels que Sinjar et le sud de Mossoul, les rapatriés ont été raccompagnés dans leurs communautés par des forces fortement militarisées. Ces retours sont souvent perçus par les survivants et les familles des victimes comme imposés, ce qui provoque de la détresse et favorise davantage le rejet plutôt que l'acceptation. Dans de nombreux cas, les familles réagissent en recourant à un déplacement secondaire. Cela est particulièrement évident à Mossoul-Ouest, où les rapatriés s'installent dans l'isolement et avec un accès limité aux services.

Si cumulées, ces tendances mettent en évidence un décalage croissant entre la manière dont le déplacement est vécu et la manière dont il est géré. Les politiques d'immigration et de gestion des déplacements continuent de reposer sur des hypothèses linéaires selon lesquelles les personnes fuient une seule fois, empruntent des itinéraires prévisibles et passent progressivement du déplacement à la sécurité dans un lieu stable. Dans la pratique, cependant, les déplacements de civils en 2025 étaient fragmentés, cycliques et souvent inversés, les civils se déplaçant par étapes, s'arrêtant, revenant, se séparant et se déplaçant à nouveau en réponse à l'évolution des menaces. Lorsque les politiques internationales et nationales ne tiennent pas compte de cette incohérence et de ces risques à plusieurs niveaux tout au long du parcours, ils laissent les civils exposés précisément aux moments où la protection est la plus nécessaire.

Dortoir de l'Université d'état de biotechnologie, village de Dokuchaevske, district de Kharkiv, Ukraine. 2025. ©NP



Famine généralisée et détérioration de l’accès aux produits de première nécessité

La famine généralisée et l’effondrement de l’accès aux produits de première nécessité sont devenus des facteurs clés de déplacement des civils, dépassant dans certains contextes la violence directe en tant que cause immédiate de la fuite. Au Soudan, par exemple, après deux ans de siège à El Fasher, la famine généralisée est devenue un facteur principal de déplacement des civils en juin 2025. Les groupes armés ont restreint l’afflux de biens essentiels, tandis que certains fournisseurs à l’intérieur de la ville ont thésaurisé leurs stocks pour faire grimper les prix. En conséquence, le coût de la nourriture et des produits de première nécessité a explosé, et la pénurie d’argent liquide a aggravé la crise : même si les civils avaient accès à des fonds numériques, la plupart des commerçants n’acceptaient que les paiements en espèces. Ce décalage a empêché les gens d’acheter le peu de nourriture disponible. Face à une grave pénurie alimentaire, au manque d’eau potable, de carburant et de fournitures médicales qui ont contraint de nombreux civils à partir, ceux qui sont restés ont dû compter en grande partie sur les cuisines communautaires, qui ont elles aussi eu de plus en plus de mal à fonctionner à mesure que les stocks s’amenuisaient.

À mesure que l’accès à la nourriture devenait difficile, les civils ont adopté des stratégies d’adaptation de plus en plus dangereuses. Des rapports font état de familles consommant des aliments destinés aux animaux ; une famille de six personnes est ainsi décédée d’une intoxication alimentaire le 28 août 2025. Cette situation reflète le vécu des civils dans d’autres sites d’intervention de NP. Par exemple, dans le territoire de Kalehe, en RDC, la fermeture d’axes routiers clés et de l’accès au lac Kivu au début de l’année 2025 a entraîné une forte hausse des prix et une baisse de la disponibilité des produits de première nécessité, aggravant ainsi l’insécurité alimentaire.

La défaillance des systèmes d’approvisionnement en eau, de santé et d’hygiène a aggravé ces risques. À Zamzam, les graves pénuries d’eau causées par des générateurs hors service et le manque de carburant, associées à l’absence de soins médicaux et de produits d’hygiène, ont contribué à la propagation rapide du choléra. De même, les camps de déplacés au Burundi, qui accueillaient des dizaines de milliers de réfugiés congolais, ont été submergés après la prise de Goma et de Bukavu en janvier-février 2025. En Ukraine, les équipes ont signalé des risques comparables dans certains logements destinés aux personnes déplacées. Par exemple, dans un cas, un dortoir hébergeant 40 personnes évacuées, dont cinq personnes handicapées, ne disposait pas de toilettes et d’une ventilation adéquate, ce qui créait un risque élevé de maladies infectieuses. À El Fasher, les hôpitaux se sont effondrés et les blessés n’ont pas pu être soignés.

Dans de nombreux cas, ce dont nos collègues sur le terrain ont été témoins – des familles consommant des aliments impropres à la consommation, l’apparition de maladies dues à la surpopulation, des retards dans les soins médicaux, etc. – était une conséquence directe de graves déficits de financement, amplifiés par des décisions politiques prises au niveau mondial. L’année 2025 a été particulièrement marquée à cet égard. Alors que les systèmes humanitaires souffrent d’un sous-financement chronique, le Bilan humanitaire mondial publié par l’ONU l’année dernière a recensé 189 millions de personnes dans le besoin réparties sur 42 situations d’urgence, avec un appel de fonds de 47,4 milliards de dollars. En milieu d’année, une demande de hiérarchisation extrême des plans humanitaires a été formulée après que de nombreux donateurs eurent annoncé d’importantes réductions de financement, notamment les États-Unis – alors le plus grand donateur humanitaire. Ce qui était déjà un déficit de financement critique s’est transformé en une urgence à grande échelle, dont les conséquences ont été supportées principalement par les personnes les plus vulnérables, tous contextes confondus. Pour NP, la leçon était claire : les effets de la guerre et de la violence, en particulier sur les besoins primaires tels que l’alimentation et l’accès aux soins de santé, ne peuvent être atténués que si l’on s’attaque activement aux conditions politiques mondiales qui permettent des atteintes généralisées à la population civile.



Vue depuis un véhicule de NP traversant un oued en crue. Tawila, Soudan, 2025. ©NP

Climat et conflits violents

Les pressions environnementales engendrées par le changement climatique ont continué d'avoir de graves répercussions sur la sécurité humaine et ont également accru les risques en matière de protection dans bon nombre de nos zones d'intervention. Dans les régions du Sud-Kordofan et de l'Ouest-Kordofan au Soudan, par exemple, le conflit a restreint l'accès aux zones de pâturage traditionnelles pendant la saison des pluies, contraignant les communautés pastorales arabes et les communautés agricoles nubas à cohabiter dans une proximité inhabituelle bien plus tôt que d'habitude. Dans le même temps, les communautés nubas ont étendu leurs zones agricoles au milieu de la guerre civile, ce qui a accru la concurrence pour les terres et le bétail. Cela a ravivé des griefs historiques, de nombreux affrontements ayant été signalés à Kadugli-Ouest, liés à des demandes de restitution de bétail et au paiement de « dettes de sang ». Les parties au conflit plus large ont également été systématiquement perçues comme exploitant ces tensions pour diviser davantage les communautés. Des schémas similaires ont été observés au Soudan du Sud, où la migration de la saison sèche, motivée par la pénurie d'eau et de pâturages, a entraîné l'arrivée de plus de 20 000 personnes de Jonglei dans l'État du Haut-Nil, ce qui a exacerbé la violence intercommunautaire cyclique et les représailles.

Les catastrophes climatiques soudaines ont également causé de graves préjudices à la population civile dans des zones déjà en proie à des conflits. Au Myanmar, le séisme de mars 2025 a provoqué des destructions massives dans les régions de Mandalay et de Sagaing, faisant des milliers de morts, endommageant la plupart des infrastructures civiles et submergeant des services de santé déjà fragilisés. Routes, ponts, écoles et lieux de culte se sont effondrés, séparant les familles et limitant considérablement les déplacements et l'acheminement de l'aide. La présence de mines terrestres et de munitions non explosées dans les zones touchées par le séisme a exposé les survivants et les secouristes à un risque grave, tandis que les hostilités en cours et les frappes aériennes limitaient déjà l'accès humanitaire.

En Irak également, les tensions liées au climat se sont intensifiées, en particulier dans la province de Ninive, où les équipes de NP ont pu constater que la pénurie d'eau est devenue à la fois un facteur déclencheur et un amplificateur des conflits locaux. Autrefois considérée comme le « grenier » de l'Irak et alimentée par le Tigre et les précipitations saisonnières, la province de Ninive a subi de nombreux changements environnementaux – certains d'origine naturelle, d'autres d'origine humaine (notamment l'absence d'accords équitables de partage de l'eau et des infrastructures inefficaces). Dans la pratique, les habitants des zones rurales de Ninive doivent parcourir de longues distances pour aller chercher de l'eau souvent insalubre ou salée, exposant ainsi les familles à des risques sanitaires et à des dangers. L'accès limité à l'eau a également déclenché des conflits communautaires. Ceux-ci opposent souvent des agriculteurs voisins au sujet de l'irrigation, dégénérant parfois en affrontements, tandis que la frustration envers les autorités locales face à une distribution inégale a sapé la confiance et la cohésion sociale. Les enfants et les femmes, qui supportent le plus lourd fardeau de la collecte de l'eau, ont également été confrontés à des risques accrus en matière de protection, notamment le harcèlement et l'exploitation, et les ménages ont fait état de difficultés à subvenir à leurs besoins, les récoltes n'ayant pas été à la hauteur des attentes et le bétail ayant souffert de la sécheresse.

Les transhumances saisonnières et tensions liées au climat au Soudan du Sud

Chaque année, des milliers d'éleveurs du district d'Akobo Ouest, dans l'État de Jonglei, migrent vers Ulang, dans l'État du Haut-Nil, pendant la saison sèche, à la recherche de pâturages et d'eau, car l'épuisement des ressources locales rend l'élevage sur place impossible. Bien qu'indispensables à leur subsistance, ces déplacements concentrent également de grands groupes dans des espaces restreints, ce qui crée des foyers de tensions intercommunautaires.

Dès 2024, des conflits avaient éclaté le long des routes migratoires et sur les lieux de pâturage, notamment des affrontements violents entre des jeunes armés, des vols de bétail et des conflits liés à l'accès à l'eau. Au début de l'année 2025, des dizaines de milliers d'éleveurs et d'enfants qui les accompagnaient se préparaient à migrer le long d'une seule route principale, et les risques d'affrontements intercommunautaires restaient élevés. Les pressions économiques accrues – notamment les pénuries alimentaires et les obligations liées à la dot – avaient encore intensifié le risque de vols et de conflits localisés.

Ces pressions récurrentes, liées au climat, montrent comment la pénurie des ressources environnementales, les difficultés économiques et les griefs historiques s'entrecroisent, générant des cycles prévisibles mais mal maîtrisés de déplacements, d'insécurité et de fragmentation sociale. Même de petits conflits peuvent dégénérer rapidement, menaçant simultanément des centaines de foyers et mettant à rude épreuve la cohésion sociale.

De surcroît, l'intérêt d'une action préventive est particulièrement évident lorsqu'il s'agit de faire face aux dommages liés au climat subis par les civils. Dans ce cas précis, les équipes du NP ont favorisé une coordination proactive : les autorités locales, les responsables de la jeunesse et les chefs traditionnels d'Akobo West et d'Ulang se sont mis d'accord sur les itinéraires de transhumance, l'accompagnement par les responsables et les mesures d'atténuation des risques avant le début de la saison de transhumance. Des ajustements ont été apportés pour éviter les zones où se trouvaient des jeunes armés, démontrant ainsi comment une planification préventive et des mesures d'atténuation menées par la communauté peuvent réduire les conflits lors de ces déplacements saisonniers essentiels.



Patrouille conjointe du personnel de NP et des membres de l'équipe de protection de des enfants. Tangnyang Boma, Akobo, Soudan du Sud. 25 juin 2025. ©NP

Violences sexuelles liées aux conflits (VSLC)

La violence sexuelle et sexiste liée aux conflits a augmenté dans pratiquement tous les contextes de conflit où NP intervient. Cette hausse était souvent due à l'absence de mécanismes cohérents de protection et de responsabilisation. Au Soudan, les équipes de protection des femmes ont signalé une forte augmentation de la violence domestique, les femmes décrivant comment le stress lié à la faim, au déplacement et à la perte de leurs moyens de subsistance se répercutait de plus en plus sur elles au sein de leur foyer. D'autres formes de violence sexuelle persistent sans doute largement mais demeurent gravement sous-déclarées, en particulier dans les camps surpeuplés, où les femmes et les filles sont exposées à des risques accrus de violence sexuelle lorsqu'elles vont chercher de l'eau ou du bois de chauffage.

Il est important de noter que les risques liés à la violence sexuelle et sexuelle liée au conflit étaient particulièrement élevés le long des itinéraires de déplacement ou au sein des sites d'accueil. En RDC, des femmes et des filles ont signalé des abus sexuels et des viols commis par divers acteurs armés, mais aussi du harcèlement sexuel et des relations sexuelles de survie dans les sites d'accueil. Au Soudan, des femmes et des filles se rendant à Tawila ont signalé des viols et des violences sexuelles, en particulier lorsqu'elles se déplaçaient en petits groupes – bien que le déplacement en petits groupes fût souvent une stratégie utilisée par les femmes pour réduire leur visibilité et éviter d'être repérées par des acteurs armés et des groupes criminels. Cela s'est traduit par des taux élevés de grossesses résultant de violences sexuelles et par des tentatives signalées d'avortement par les femmes elles-mêmes en raison de l'absence de soins. Dans de nombreux contextes, on craint également fortement une stigmatisation à long terme des enfants nés de viols et de mariages forcés. En Irak, par exemple, les survivantes de violences sexuelles liées au conflit qui ont donné naissance à des enfants à la suite d'agressions ont souvent été rejetées par leurs communautés, les plaçant devant un choix impossible entre la maternité et la réintégration.

Outre la violence physique, la violence sexuelle et sexiste (CRSV) s'est également de plus en plus manifestée en ligne, souvent désignée sous le nom de « violence sexiste facilitée par la technologie » (TFGBV). En Irak, les jeunes femmes et les filles ont été confrontées à ce que l'on appelle des « abus par le biais d'images » et à l'extorsion numérique, avec des menaces en ligne de diffusion d'images compromettantes utilisées pour obtenir de l'argent ou des faveurs sexuelles. Des cas ont été signalés où même des images non explicites ont provoqué une grave stigmatisation sociale, humiliant les femmes ciblées et leurs familles, et contribuant à des tensions plus générales entre les ménages et les communautés. De même, aux États-Unis, des organisations de défense des droits ont signalé une rhétorique misogyne de plus en plus explicite – tant en ligne que hors ligne – ainsi que des menaces et des agressions ciblées, en particulier dans les petites villes et les zones rurales. Tamika Middleton, directrice générale de Women's March, a déclaré à NP que, selon elle, « les gens se sentent plus légitimes et plus en sécurité ces jours-ci lorsqu'ils profèrent des menaces violentes à l'encontre de minorités sexuelles ». Cependant, que ce soit en ligne ou dans la réalité physique, la sous-déclaration reste très répandue. Souvent, cela s'explique par une crainte persistante de la stigmatisation, des représailles sociales et l'absence de tout mécanisme fiable de justice ou de soutien.

Nos équipes ont également recensé des formes de violence sexiste qui restent largement sous-déclarées et peu reconnues par l'opinion publique. Au Soudan, cela a pris la forme d'une violence sexiste visant les jeunes hommes.

« Même si je suis libre, personne ne me voit. Ils ne veulent pas de mon enfant, donc ils ne veulent pas de moi non plus. »
– Une survivante de violences sexuelles,
camp d'Al-Hol en Irak

Les équipes ont rapporté avoir vu des jeunes hommes de plus en plus souvent soumis à des violences sexuelles et sexistes extrêmes, en particulier aux points de contrôle et le long des itinéraires de fuite. Ceux qui arrivaient à Tawila ont rapporté avoir été ligotés, battus pendant de longues périodes, contraints d'avouer des affiliations présumées, ou tués, les personnes perçues comme présentant des traits d'identité spécifiques étant davantage ciblées et soumises à de profondes humiliations. Des témoignages décrivent des groupes de jeunes hommes tentant de fuir El Fasher, dont seuls un ou deux ont survécu au voyage, et de nombreux récits font état de corps – dont celui d'un homme en situation de handicap – abandonnés au bord de la route. De même, aux États-Unis, les restrictions en matière de soins de santé reproductive se sont accompagnées d'une recrudescence de la violence et des menaces visant les femmes, la communauté queer et les prestataires de soins de santé – des formes de violence sexiste souvent traitées comme des incidents politiques ou sécuritaires plutôt que reconnues comme de la violence sexuelle et sexiste. Depuis l'annulation de l'arrêt Roe v. Wade en 2022, on observe une augmentation constante des agressions et des intimidations à l'encontre des prestataires d'avortement, des établissements de santé, des personnes cherchant à se faire soigner et de celles qui manifestent pour protéger l'accès à l'avortement, les incidents dégénérant fréquemment en menaces ciblées et en agressions violentes de la part de contre-manifestants.



Membre de l'équipe « Youth Peace Team » durant les 16 jours d'activisme. Sud de Mossoul, Irak. 2024. ©NP



Enfant lors du rassemblement pour la jeunesse transsexuelle où NP a assuré une présence protectrice. Brooklyn, New York, États-Unis. 8 février 2025. © Madison Swart

Discours de haine, désinformation et fausses informations

Les discours de haine, la désinformation et les intox sont présents depuis longtemps dans presque tous les contextes de conflit où nos équipes interviennent. Ils trouvent souvent leur origine dans des divisions ethniques, politiques ou identitaires et ne sont pas seulement le résultat d'un conflit, mais aussi un véritable facteur de son alimentation. Ils constituent également des indicateurs d'alerte précoce bien documentés de violences de masse et d'atrocités. En 2025, ces dynamiques se sont non seulement intensifiées, mais elles se sont également manifestées de multiples façons qui se renforcent mutuellement : par le biais de rumeurs et de manipulations de l'information affectant les déplacements et la sécurité des civils, par des coupures délibérées de l'information, par la rhétorique incendiaire des responsables et par les préjudices en ligne et les abus numériques.

Pour commencer, les rumeurs et la désinformation active ont été à l'origine de déplacements de population et de violences au niveau des communautés. Dans l'est de la RDC, par exemple, les communautés ont signalé une forte augmentation des rumeurs et de la manipulation de l'information, dans un contexte marqué par des lignes de front en constante évolution et une communication limitée et incohérente de la part tant des autorités officielles que des autorités de facto. Dans ce contexte, la désinformation est devenue un facteur direct de déplacements de population et de préjudices. Des messages isolés et non vérifiés, tels que des avertissements concernant des recrutements forcés imminents, des attaques ou des pillages, ont à plusieurs reprises poussé des villages entiers à fuir en l'espace de quelques heures. Les communautés « rwandophones » ont signalé une recrudescence des harcèlements et des attaques liés à la perception qu'elles étaient des « étrangers » ou des « infiltrés » associés au Rwanda.

Le manque d'informations a amplifié la peur et limité la capacité des civils à prendre des décisions visant à assurer leur sécurité. Dans le camp de Zamzam, au Soudan, par exemple, un black-out total des télécommunications au début de l'année 2025 a privé les civils et les acteurs humanitaires de tout accès à des informations fiables. Dans le vide informationnel qui en a résulté, les rumeurs se sont propagées rapidement et la désinformation s'est généralisée, amplifiant la panique et exposant les civils à un risque accru. L'impossibilité de vérifier les informations ou de communiquer entre les différents sites a fortement limité la capacité des civils à prendre des décisions éclairées concernant leurs déplacements, leur sécurité et l'accès à l'aide.

Les responsables ont de plus en plus souvent recours à une rhétorique incendiaire. Au Soudan du Sud, les hauts responsables de la sécurité ont utilisé des déclarations publiques pour présenter l'opposition politique et les mouvements communautaires comme des menaces pour la sécurité, encourageant souvent le recours à la force à leur encontre. Dans d'autres contextes, les discours haineux tenus par les autorités se sont directement traduits par des risques pour la sécurité de groupes spécifiques. Aux États-Unis, par exemple, les discours haineux de l'administration et des hauts responsables visant les communautés LGBTQ+, en particulier les personnes transgenres, se sont intensifiés en 2025. Cette rhétorique diffamatoire a été renforcée par des mesures législatives et administratives visant à exclure les personnes transgenres des espaces publics, à restreindre leur accès aux soins de santé, à leur participation aux sports et au service militaire, à supprimer l'identification affirmant leur genre et, en substance, à effacer les personnes transgenres du discours public. Les personnes transgenres ont fait état d'un isolement croissant de la vie publique, d'une liberté de mouvement réduite et d'une réticence à solliciter des soins de santé ou à interagir avec les autorités. En RDC également, ceux qui réclamaient la responsabilité des acteurs ou exprimaient des positions plus nuancées face aux discours incendiaires d'un large éventail d'acteurs politiques ont été de plus en plus souvent qualifiés de traîtres, ce qui les a exposés à des intimidations et a réduit au silence toute forme de dissidence.

Enfin, les atteintes à la population civile se sont de plus en plus souvent produites dans l'espace en ligne, par le biais de tactiques d'extorsion et d'abus, entraînant souvent des conséquences rapides dans la vie réelle. En Irak et aux Philippines, par exemple, la désinformation et les fausses informations se sont mêlées à la cyberviolence, touchant particulièrement les femmes, les jeunes et les enfants. Comme indiqué précédemment dans le rapport, l'extorsion numérique et les abus liés à l'utilisation d'images ont pris de l'ampleur en Irak, les auteurs menaçant de diffuser des images réelles ou fabriquées de toutes pièces afin d'obtenir de l'argent ou des faveurs sexuelles. Aux Philippines, l'exploitation sexuelle des enfants en ligne (OSEC) est restée un sujet de préoccupation majeur en matière de protection. Les plateformes numériques ont permis à l'exploitation de se produire au sein des foyers et des communautés, brouillant la frontière entre les espaces publics et privés et rendant la détection et le signalement particulièrement difficiles.

Protéger en ligne et lutter contre la désinformation à Ninive, en Irak

Les équipes de protection communautaire (acronyme anglais CPT) sont des groupes de bénévoles composés de résidents locaux qui collaborent avec NP pour identifier les risques en matière de protection et soutenir les mesures de sécurité mises en place au niveau local. Dans toute la province de Ninive, les CPT signalent régulièrement que les espaces en ligne sont dominés par des discours alarmistes et clivants, et que seuls quelques messages véhiculent des messages de coexistence pacifique ou d'efforts de reconstruction. Dans les zones qui se remettent du régime de l'EI, notamment à Sinjar, Baaj et Tel Afar, cette rareté de contenus positifs ne permet guère de contrebalancer les discours de haine, les rumeurs et la désinformation, ce qui amplifie la méfiance et l'anxiété au sein des communautés.

Les jeunes sont particulièrement touchés, car leurs principales sources d'information privilégient souvent la colère ou la peur au détriment de l'empathie, ce qui ne fait qu'exacerber les tensions. Les membres de la CPT constatent que les pages Facebook communautaires mettent fréquemment en avant des contenus à sensation, glorifiant la violence et permettant à des discours préjudiciables de se propager rapidement. À Sinjar, par exemple, une page très suivie a relayé des messages en faveur de l'EI et des affirmations alarmistes sur l'insécurité, suscitant anxiété et méfiance parmi les habitants qui tentent encore de surmonter les séquelles des violences passées.

Les barrières linguistiques aggravent encore davantage les risques : les publications rédigées dans des dialectes locaux, notamment le kurde kurmandji ou l'arabe dialectal, échappent souvent à la modération des plateformes. Par conséquent, les contenus préjudiciables dans ces langues – notamment les menaces et les tentatives d'extorsion – restent fréquemment en ligne, privant ainsi les communautés d'une protection numérique efficace. Selon le s CPT, ces dynamiques en ligne engendrent des risques sécuritaires tangibles, érodent la cohésion sociale et compromettent les efforts de relèvement

Pour en savoir plus sur le numérique et la cohésion sociale à Ninive, consultez https://nonviolentpeaceforce.org/wp-content/uploads/2026/02/NPIQ-digital-social-cohesion-EN-advocacy-brief.pdf.



Ci-dessus : RDC. 2025. ©NP
Ci-contre : Intervention après un séisme. Myanmar. 2025. ©NP

Accès restreint et rétrécissement de l'espace humanitaire

Les équipes de NP et l'ensemble de la communauté humanitaire ont continué à se heurter à de graves difficultés d'accès et à des restrictions de l'espace humanitaire. Cela a limité à la fois les moyens de survie des civils et la capacité des acteurs humanitaires à atteindre les populations touchées et à mener leurs opérations en toute sécurité et impartialité. Au Soudan du Sud, les violences dans les États de Jonglei et du Haut-Nil et les fermetures de routes qui en ont résulté ont constamment menacé l'acheminement de l'aide vitale. Les convois d'aide ont également été régulièrement victimes d'embuscades ou de pillages. Dans l'est de la RDC, l'accès était tout aussi précaire, l'inflation, la pénurie d'argent liquide et les fermetures de banques augmentant les frais de transfert et les coûts de transport. Cela a contraint les acteurs humanitaires à adopter des solutions de contournement coûteuses et complexes pour maintenir leurs opérations. Les équipes ont également régulièrement rencontré des mineurs armés aux points de contrôle, des soldats en état d'ébriété, ont subi de brèves détentions et se sont vu exiger des escortes sur les routes à contrôle mixte. Elles ont clairement indiqué que l'accès n'était pas stable mais devait être géré au jour le jour par des négociations constantes, le refus de verser des pots-de-vin et une planification flexible. Au Soudan, par exemple, toutes les voies d'accès vers et depuis El Fasher – y compris celles à l'ouest de Zamzam – ont privé les civils d'une aide vitale en raison de l'insécurité persistante qui empêchait un approvisionnement efficace. Il est important de noter que, tous contextes confondus, le personnel national était particulièrement exposé et vulnérable à la violence liée à l'accès, ce qui montre à la fois comment l'identité locale peut influencer le choix des cibles et une érosion plus large de la confiance entre les autorités et les acteurs humanitaires.

Enfin, comme expliqué précédemment, l'exploitation économique croissante des déplacements de civils constitue un facteur supplémentaire qui a rendu la mise en place de couloirs humanitaires ou de convois pratiquement impossible : de multiples acteurs armés contrôlent différents tronçons des itinéraires, et nombre d'entre eux tirent actuellement profit du transit des civils, ce qui réduit leur motivation à accepter des cessez-le-feu ou des accords de passage en toute sécurité.



Santé mentale, soutien psychosocial et sentiment généralisé d'abandon chez les civils touchés par les conflits

L'exposition prolongée à la violence continue d'avoir des conséquences graves et durables sur la santé mentale des personnes en zones de conflits, en particulier pour les femmes qui ont survécu à des violences sexuelles liées au conflit. En Irak et en Syrie, les femmes ayant survécu aux atrocités commises par l'EI – notamment les viols, les mariages forcés, la contrainte religieuse et la captivité prolongée – ont fait état d'une profonde souffrance psychologique, dans un contexte où l'accès aux soins de santé mentale et au soutien psychosocial restait extrêmement limité, en particulier dans les zones rurales. Beaucoup ont évoqué une vie marquée par une anxiété constante, un engourdissement émotionnel et un sentiment de fragmentation psychologique après des années d'abus. Certaines ont été capturées dès l'âge de 8 ou 9 ans, ont grandi sous le régime de l'EI et portent désormais une identité forgée par la violence. Elles finissent donc par déclarer n'avoir que peu ou pas de souvenirs de leurs familles, de leurs communautés ou de leurs pratiques culturelles et religieuses d'avant leur captivité. En d'autres termes, une perte totale d'identité. Pour certains, la Syrie était devenue le seul foyer qu'ils connaissaient, rendant l'idée de « retour » difficile, voire dénuée de sens, en l'absence de souvenirs de ce qui avait été perdu.

« Je ne sais plus qui je suis. Je ne parle même plus ma propre langue correctement. » – Une femme yézidie revenue de Syrie

Dans tous les contextes, les communautés touchées par les conflits ont également fait part de leur sentiment d'abandon et de leur perte de confiance dans les systèmes de protection, ce qui a eu des répercussions évidentes sur la santé mentale et la cohésion sociale. À mesure que la confiance s'érodait, les populations se montraient de moins en moins disposées à collaborer avec les acteurs extérieurs, soulignant ainsi la nécessité d'adopter des approches de protection fondées sur une présence constante, la prévisibilité et une attention égale accordée à la sécurité psychologique et physique. Cela était particulièrement évident dans l'est de la RDC, où les relations déjà tendues avec les acteurs internationaux ont été encore davantage mises à rude épreuve lorsque les lignes de contrôle ont changé en 2025. Au Soudan, les civils d'El Fasher et de Zamzam ont également déclaré se sentir abandonnés par la communauté internationale, leur vie quotidienne se résumant à la survie et n'ayant guère d'espoir de bénéficier d'une protection ou d'une aide significative venant de « l'extérieur ».

Il est important de noter que ces dynamiques ont également affecté les travailleurs humanitaires de première ligne, le stress accumulé, l'insécurité et les déplacements ayant eu des répercussions négatives sur le bien-être du personnel, y compris celui de nos propres équipes. L'exposition prolongée à la violence s'est traduite par une fatigue profonde et des symptômes de traumatisme chez le personnel, ce qui a conduit à la mise en place de mesures d'atténuation ciblées, telles que des débriefings structurés, le soutien par les pairs et l'accès à des soins psychosociaux. Cela reflète une responsabilité plus large de prendre soin des personnes qui mènent des actions humanitaires, en particulier dans les environnements à haut risque. Veiller à ce que le personnel soit soutenu, en sécurité et capable de surmonter la violence qu'il subit quotidiennement est essentiel non seulement pour le bien-être individuel, mais aussi pour la qualité, la continuité et l'intégrité de l'aide fournie aux communautés touchées. C'est ce que nous appelons le devoir de diligence (ou « duty of care »). Dans certains contextes, ce devoir de diligence a nécessité la fourniture d'un soutien technique concret afin de réduire les risques opérationnels directs. L'Ukraine en est une illustration claire.

Utilisation d'analyseurs de fréquences (AF) par des premiers intervenants en Ukraine

Les drones d'attaque sont devenus la menace la plus meurtrière pour les opérations humanitaires, le nombre d'attaques à courte portée menées par des drones de combat improvisés (ICUAV)** étant passé de 31 incidents enregistrés en 2022 à 26 493 à la fin de 2025. Au cours de la même période, le nombre de victimes est passé de 2 à 5 136, dont 3 290 pour la seule année 2025 – soit une augmentation de 96 % par rapport à 2024.



Formation intensive de NP et Safer Access Ukraine sur la sécurité liée aux drones à courte portée, avec les bénévoles de Vilniy Kharkiv. Kiev, Ukraine. 2025.
©Vilniy Kharkiv Volunteers

Les organisations humanitaires locales menant des opérations sur le terrain sont exposées de manière disproportionnée à cette menace et n'ont cessé de solliciter un soutien pour se procurer des analyseurs de fréquences (AF). Ces dispositifs passifs de détection des ondes radio émettent des alertes en temps réel en cas d'activité de drones à proximité, ce qui permet une prise de conscience plus précoce de la menace et une prise de décision éclairée. En permettant aux équipes de retarder leurs déplacements, de se mettre à l'abri, de modifier leurs itinéraires ou de mettre en œuvre des mesures d'évitement, les AF favorisent une atténuation proactive des risques plutôt qu'une réponse réactive.

Dans plusieurs cas avérés et documentés, les alertes précoces émises par les AF ont permis d'éviter des pertes humaines en donnant aux équipes d'évacuation la possibilité de se mettre à l'abri pendant les frappes d'artillerie, de reporter les opérations jusqu'à ce que la menace soit écartée ou d'échapper aux drones en approche. Des incidents qui auraient pu entraîner des blessures graves ont au contraire démontré l'efficacité des systèmes d'alerte précoce en tant que mesure de protection.

Les implications en matière de devoir de diligence sont claires. Les acteurs internationaux ne peuvent continuer à compter sur leurs partenaires locaux pour intervenir dans des environnements à haut risque sans leur donner accès à des technologies de protection éprouvées. Soutenir de telles mesures constitue à la fois une intervention immédiate visant à sauver des vies et une adaptation nécessaire aux réalités de la guerre moderne. Alors que les menaces liées aux ICUAV continuent de s'étendre au-delà de l'Ukraine, les approches développées ici serviront de plus en plus de base aux réponses sectorielles face aux risques émergents auxquels sont confrontés tant les travailleurs humanitaires que les civils.

** Nous utilisons le terme « drones de combat improvisés (ICUAV) », une appellation largement acceptée dans les secteurs de la sécurité, de la protection et de l'analyse des risques humanitaires. Bien que ces systèmes soient souvent appelés familièrement « drones FPV », le terme FPV (First Person View) désigne un mode de fonctionnement courant plutôt qu'une catégorie d'arme ou de plateforme. Le terme ICUAV rend mieux compte de la diversité des drones (drones d'attaque) disponibles dans le commerce, alloués à des fins militaires ou modifiés, qui sont réutilisés et employés avec des sous-munitions improvisées par des opérateurs de drones.

Un an après, un an devant

En réfléchissant à l'année 2025, une question centrale se pose : en tant qu'organisation de protection, quels enseignements avons-nous tirés de cette période et quels changements devons-nous promouvoir en conséquence ?

L'année écoulée a marqué une période de profonde remise en question institutionnelle au sein du système mondial de protection et d'aide humanitaire. Des tendances visibles depuis longtemps se sont renforcées et sont devenues impossibles à ignorer. Au niveau du système, l'année 2025 a été largement présentée comme une année de « remise à zéro » ou de « restructuration » fondamentale. Un programme de réforme humanitaire mené par l'ONU, les réformes UN80, les réévaluations des opérations de maintien de la paix et des mandats de protection des civils qui y sont associés, le rétrécissement ou l'effondrement d'acteurs humanitaires majeurs, des coupes budgétaires sans précédent et l'augmentation des dépenses militaires mondiales se sont tous produits simultanément. Dans le même temps, des efforts renouvelés pour réaffirmer la pertinence du droit international humanitaire (DIH) et du droit international des droits de l'homme (DIDH) ont façonné le discours sur la protection. Ces efforts restent essentiels. Pourtant, les réalités documentées dans ce rapport renforcent une prise de conscience croissante dans l'ensemble du secteur : les cadres juridiques à eux seuls n'ont pas garanti la sécurité des civils. Des lacunes en matière de conformité persistent, l'application reste faible et les civils continuent de subir les conséquences d'une violence qui ne faiblit pas. Pour les organisations engagées dans une protection non violente et centrée sur les civils, cette année n'a pas été marquée par l'expansion ni par la certitude. Ce fut une année où il a fallu tenir bon, c'est-à-dire maintenir une présence, préserver la confiance des communautés et poursuivre le travail de protection dans un espace humanitaire qui se rétrécit et face à une pression croissante pour justifier des approches qui ne reposent pas sur la force.

Au-delà des bouleversements institutionnels, en 2025 des idées reçues de longue date concernant la protection des civils ont été fortement remises en question : d'où proviennent les menaces pesant sur la sécurité des civils, comment la violence se manifeste-t-elle et qui est chargé d'y répondre. Dans tous les contextes, les atteintes ne se limitaient pas aux lignes de front ou à des zones de conflit clairement définies, et elles n'étaient pas non plus le fait exclusif d'acteurs armés identifiables. La violence s'est de plus en plus manifestée dans les espaces civils, par le biais de la surveillance, des restrictions, des privations et de la peur, tout autant que par des attaques physiques directes. Dans ce contexte, les civils, en partenariat avec des organisations de protection locales formelles ou informelles, ont souvent été les premiers – et parfois les seuls – à intervenir, gérant les risques liés à la protection en l'absence de mécanismes formels rapides, efficaces ou accessibles.

Ces changements de perception ont également créé une opportunité. Les bouleversements politiques et les crises de financement de 2025 ont ouvert la voie à des questions qui se posaient depuis longtemps – non seulement sur la manière dont la protection est assurée, mais aussi sur qui en est chargé. Dans cet état des lieux sombre, nos équipes ont également constaté une ouverture croissante chez certains acteurs politiques et bailleurs de fonds envers des approches menées par les communautés, fondées sur la non-violence et liées à la consolidation de la paix à long terme. Si ces discussions ont soulevé de sérieuses préoccupations – notamment le risque que les transferts de responsabilité se transforment en transferts de fardeau, par le biais d'une externalisation des risques vers les communautés sans soutien adéquat ou d'un retrait prématuré de la présence internationale –, une conclusion s'impose de plus en plus clairement : la protection doit être ancrée localement et répondre aux priorités et à l'autonomie des personnes les plus touchées, tout en étant soutenue par un engagement international durable et prévisible – sur les plans financier, politique et opérationnel.

Derrière ces débats se cache un enjeu plus profond : celui de la confiance. La confiance entre les acteurs locaux et internationaux ; entre les connaissances acquises sur le terrain et les instances décisionnelles mondiales. Pour rétablir cette confiance, il ne suffit pas de mener des réformes structurelles. Il faut un changement culturel, fondé sur l'humilité, une écoute attentive des points de vue des civils et la prise de conscience que la protection évolue au rythme des relations humaines, et non en fonction des cycles de financement ou des calendriers politiques.

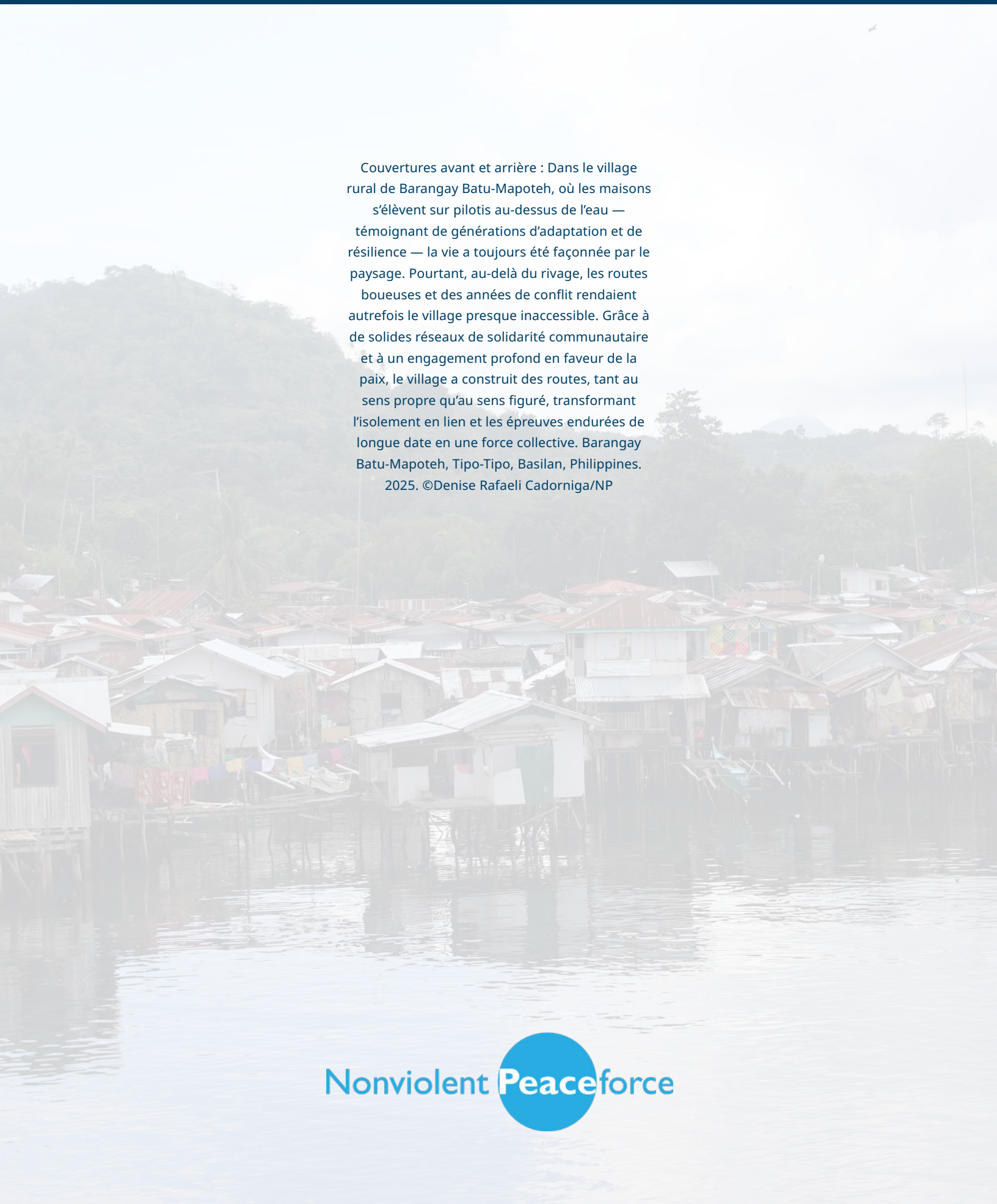
C'est là le cœur de ce qu'est l'Intervention Civile de paix (ICP). Cependant, pour exploiter pleinement son potentiel, l'ICP doit être reconnue, dotée de ressources et systématisée – non pas comme une innovation de niche, mais comme une approche fondamentale de la protection. Cela nécessite d'investir dans une présence à long terme, de soutenir les mécanismes de protection communautaires et d'intégrer les stratégies non violentes dans une planification plus large de la protection, plutôt que de les déployer uniquement en période de crise.

Les tendances mises en évidence dans ce rapport donnent à réfléchir. Elles reflètent un monde où les voies menant à la sécurité sont de plus en plus étroites, fragiles et contestées. Pourtant, elles soulignent également autre chose : les civils continuent d'agir, de s'adapter et de se protéger mutuellement, même lorsque les systèmes officiels font défaut. Notre responsabilité, en tant qu'acteurs de la protection internationale, n'est pas de nous substituer à cette capacité d'action, ni de l'idéaliser, mais de la soutenir, de la renforcer et de veiller à ce qu'elle ne soit pas assumée seule.

À mesure que les conflits évoluent, notre conception de la protection doit elle aussi évoluer. Le défi qui nous attend ne consiste pas simplement à réagir plus vite ou avec plus de force, mais à réagir avec plus de sagesse, en mettant l'accent sur la prévention, le leadership civil et un engagement fondé sur la confiance. Comme le souligne notre collègue irakien dans l'avant-propos de ce rapport, « il y a toujours un moyen de s'en sortir ». Si l'année 2025 nous a appris quelque chose, c'est que même lorsque les murs semblent plus hauts et plus infranchissables que jamais, des voies peuvent encore être ouvertes, en particulier au niveau local. La tâche consiste désormais à veiller à ce que les systèmes de protection soient capables – et suffisamment courageux – pour contribuer à les ouvrir.

Contact

Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations sur l'un des points abordés dans le présent document, veuillez contacter Imane Karimou, ikarimou@nonviolentpeaceforce.org ou Felicity Gray, fgray@nonviolentpeaceforce.org.



Couvertures avant et arrière : Dans le village rural de Barangay Batu-Mapoteh, où les maisons s'élèvent sur pilotis au-dessus de l'eau — témoignant de générations d'adaptation et de résilience — la vie a toujours été façonnée par le paysage. Pourtant, au-delà du rivage, les routes boueuses et des années de conflit rendaient autrefois le village presque inaccessible. Grâce à de solides réseaux de solidarité communautaire et à un engagement profond en faveur de la paix, le village a construit des routes, tant au sens propre qu'au sens figuré, transformant l'isolement en lien et les épreuves endurées de longue date en une force collective. Barangay Batu-Mapoteh, Tipo-Tipo, Basilan, Philippines. 2025. ©Denise Rafaeli Cadorniga/NP

Nonviolent Peaceforce